



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA REUNION

ARRÊTE n°18 - 656 SPCSJ

**Mettant en demeure Madame MOUROUGAIANE VIRAPOULLE Marie Josée
de faire cesser un danger imminent pour la sécurité des occupants
d'un immeuble d'habitation sis n° 323 rue du temple – Ravine creuse -, parcelle cadastrée AW 376
sur le territoire de la commune de SAINT-ANDRE**

---o0o---

LE PREFET DE LA REUNION
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.1331-26-1, L.1331-26 et suivants, ainsi que l'article L.1337-4 ;

VU les articles L.521-1 à L.521-4 du Code de la construction et de l'habitation ;

VU le Règlement Sanitaire Départemental en date du 12 juillet 1985 modifié en 1992 pris en application du Code de la santé publique, et notamment son article 51 ;

VU le rapport du Directeur Général de l'Agence de Santé Océan Indien établi à l'issue de l'enquête menée le 30 mars 2018, relatant les faits constatés dans l'immeuble situé au n° 323 rue du temple à SAINT-ANDRE;

CONSIDERANT que l'installation électrique est insuffisamment sécurisée en raison notamment de l'existence de conducteurs sous tension, non protégés et accessibles à l'intérieur du logement ; de câbles mal fixés, de boîtiers de dérivations mal fixés ou ouverts; d'appareillages électriques exposés à des infiltrations d'eau.

CONSIDERANT que cette situation constitue un danger grave et imminent pour la sécurité des occupants et nécessite une intervention urgente afin d'écartier tout risque d'électrocution, d'incendie;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de prescrire des mesures d'urgence propres à supprimer les risques susvisés ;

SUR proposition du Sous-préfet chargé de mission cohésion sociale et jeunesse ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Madame MOURUGAIANE VIRAPOULLE Marie Josée, demeurant 178 chemin Lagourgue 97440 SAINT-ANDRE est mise en demeure, à compter de la notification du présent acte :

- **Dans un délai d'un mois de faire procéder aux travaux de mise en sécurité de l'installation électrique du logement** suivant les principes édictés par le guide PROMOTELEC de mise en sécurité de l'installation électrique dans l'habitat existant. Ces travaux doivent donner lieu à la délivrance, par le CONSUEL, d'un certificat attestant de la mise en sécurité de l'installation électrique.

Le logement concerné est situé au n° 323 rue du Temple – Ravine creuse, parcelle cadastrée AW 376, à SAINT-ANDRE, et est occupé par Mme ALY et sa famille (2adultes et 3 enfants).

Les travaux prescrits ci-dessus ne constituent que la partie urgente des travaux nécessaires à la résorption de l'insalubrité. Le présent arrêté de mise en demeure ne fait pas obstacle à la poursuite de la procédure de déclaration d'insalubrité en application des articles L.1331-26 et suivants du Code de la santé publique.

ARTICLE 2 : En cas de non exécution de ces mesures dans le délai fixé à l'article 1, il est procédé d'office aux travaux, aux frais de l'intéressé, sans autre mise en demeure préalable.
La créance en résultant est recouvrée comme en matière de contributions directes.

ARTICLE 3 : Le non-respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L. 1337-4 du code de la santé publique.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de La Réunion ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé du travail de l'emploi et de la santé (Direction générale de la santé-EA 2, 14 avenue Duquesne, 75350 PARIS 07 SP). L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de SAINT-DENIS, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est notifié aux personnes mentionnées à l'article 1, au Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales de La Réunion, ainsi qu'à Monsieur le Président du Conseil Départemental de La Réunion.

Il est transmis à Monsieur le Maire de SAINT-ANDRE en vue de son affichage en mairie ainsi que sur la façade de l'immeuble concerné.

ARTICLE 6 : Le Maire de SAINT-ANDRE, le Sous-Préfet chargé de mission cohésion sociale et jeunesse, la Sous-Préfète de SAINT-BENOIT, le Directeur de la sécurité publique, le Directeur de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, le Directeur Régional des Finances Publiques, le Directeur de la Jeunesse des Sports et de la Cohésion Sociale, le Directeur Général de l'Agence de Santé Océan Indien, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Fait à SAINT-DENIS, le 16 AVR 2018

LE PREFET

Pour le Préfet et par délégation,
le sous-préfet chargé de mission
cohésion sociale

Gilles TRAIMOND